

En manque d'oxygène

En 2014, l'enquête témoignait **d'un contexte économique à encéphalogramme plat** confirmant que **le rythme au ralenti de croissance ne parvenait pas à réanimer le cœur de l'économie française.**

L'Observatoire conjoncturel a souhaité mesurer si **la menace terroriste devenait un nouveau facteur pouvant altérer la confiance** nécessaire à un redémarrage économique.

La tendance lourde qui se dégageait des premières réponses reçues avant les attentats du 13 novembre dernier, faisant du risque terroriste **un véritable sujet d'inquiétude**, a été confirmée.

C'est sans surprise que l'enquête reflète **des marges de manœuvre faibles aussi bien en matière d'investissement que de trésorerie.**

La dégradation de l'activité et de l'emploi semble se ralentir, même si 21 % des chefs d'entreprises jugent que la situation va encore empirer.

Plus des deux tiers des chefs d'entreprises estiment que **la dégradation de l'emploi ne saura être résorbée par la croissance d'ici 2018.**

Selon les chefs d'entreprises, la **priorité doit résider dans la simplification du droit du travail, la suppression des 35 heures, le soutien à l'investissement et à l'innovation et, bien sûr aussi, dans la réalisation d'économies budgétaires** qui constituent, à leurs yeux, les **véritables freins** à leur développement et à la croissance.

La mesure « TPE Jeunes Apprentis », dont la mise en place n'a pas échappé à la petite moitié des chefs d'entreprises qui s'y trouve éligible, **sera vraisemblablement peu sollicitée** puisque moins de 20 % d'entre eux pensent pouvoir en bénéficier, non seulement **en raison du coût, ou encore par manque de temps, mais surtout par manque d'activité.**

A noter que les chefs d'entreprises haut-pyrénéens restent **majoritairement sceptiques quant à la réalisation des économies mises en avant pour justifier le passage de 22 à 13 régions dans le cadre de la réforme territoriale.**

En effet, **la loi NOTRe** ne sera, pour plus des trois quart d'entre eux, **ni porteuse d'une éventuelle baisse de la fiscalité régionale, ni d'une simplification administrative pour leur entreprise, ni même encore d'un renforcement de l'attractivité de leur territoire...**

Plus de 90 % des chefs d'entreprises n'entrevoient pas d'opportunité dans le renforcement économique des régions, **et moins des deux tiers paraissent intéressés par le nouveau Schéma De Coopération Intercommunale** qui doit dessiner **le périmètre de la future agglomération**, et ce, même s'ils estiment positive **la proposition de voir l'agglomération du département élargie du Grand Tarbes à Lourdes, via Ossun**, pour regrouper ainsi plus de **121 000 habitants** contre 77 000 aujourd'hui.

S'agissant de l'investissement des entreprises afin de **rendre accessibles leurs locaux aux personnes en situation de handicap**, il est possible de **souligner l'effort considérable engagé.**

Les effets conjugués de la crise, de l'émergence de nouveaux modes de consommation et de la e-économie, rendent perceptible aux chefs d'entreprises une menace sur leur activité pour près de déjà 30 % d'entre eux, et **plus de la moitié se dit sensible au phénomène d'Ubérisation de la société.**

Les chefs d'entreprises estiment que le **développement des grandes surfaces** en raison de la conjoncture et de l'évolution des modes de consommation, **connaîtra une véritable remise en cause** pour se trouver **en adéquation à la fois avec les attentes des consommateurs, mais aussi de l'attractivité des centres-villes.**

En conclusion, cette enquête rend perceptible **l'urgence de voir une économie en manque d'oxygène retrouver son souffle** avec les mesures que les chefs d'entreprises appellent de leurs vœux.

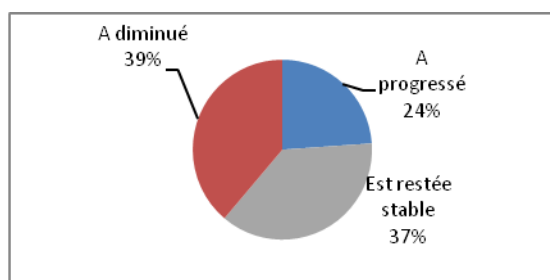
ACTIVITE **Toujours insuffisante**

Au cours des 6 derniers mois, toutes catégories confondues, **76% des chefs d'entreprises interrogés n'ont pas vu leur activité progresser** et plus d'un tiers a encore constaté une dégradation de son activité mais il faut souligner qu'il s'agit du meilleur résultat enregistré **sur nos 4 dernières enquêtes**. L'activité dans le commerce, secteur habituellement le plus touché lors de nos enquêtes, tend à se stabiliser puisque les chefs d'entreprises sont deux fois plus nombreux qu'en 2015 à avoir constaté une stabilisation de leur activité.

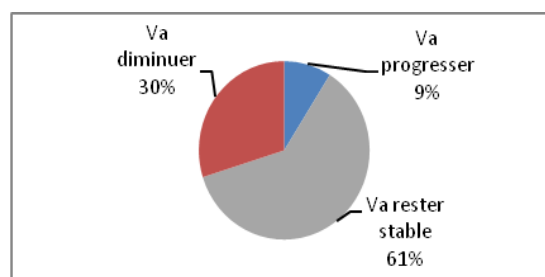
Pour les 6 prochains mois, tous secteurs confondus, les prévisions témoignent d'une **stabilisation de l'activité** et si les entrepreneurs sont encore trop peu nombreux à prévoir une hausse de leur activité (9%) dont aucun dans le commerce, ils sont en revanche **15 % de moins que les années précédentes à anticiper une baisse de leur activité**.

Toutes catégories confondues

Tendances

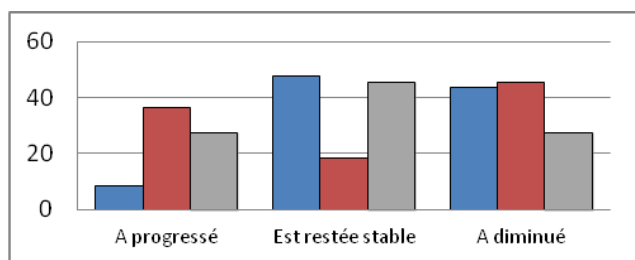


Prévisions

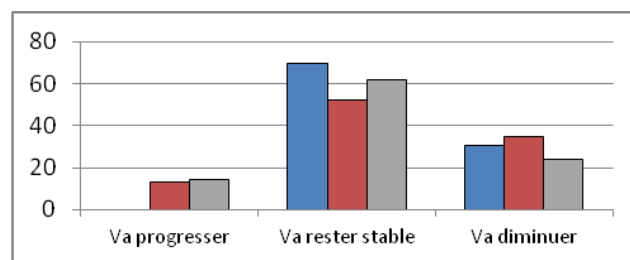


Par catégorie

Tendances



Prévisions



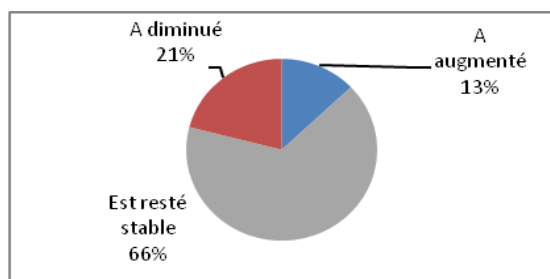
■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

EMPLOI **Un nivellement par le bas**

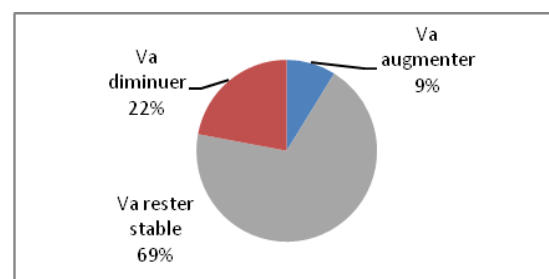
Dans les Hautes-Pyrénées, la situation très difficile dans laquelle se trouvait l'emploi lors de notre dernière enquête semble se tempérer. En effet, au cours des 6 derniers mois, les chefs d'entreprises sont **deux fois moins nombreux que l'année dernière à avoir diminué leurs effectifs** (21 % contre 40%) et deux fois plus nombreux à les avoir augmentés. Pour les 6 prochains mois, tous secteurs confondus, près de 70% des chefs d'entreprises estiment que l'emploi va se stabiliser. **Néanmoins les perspectives d'embauche restent toujours limitées et l'emploi, s'il tend à se stabiliser, c'est toujours à son niveau le plus bas.**

Toutes catégories confondues

Tendances

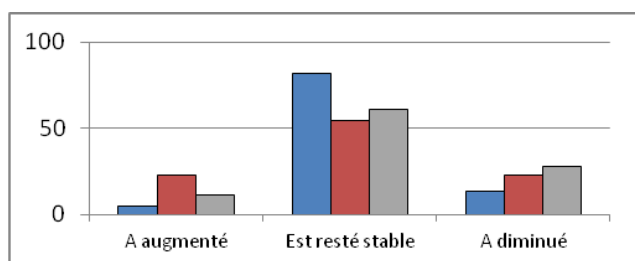


Prévisions

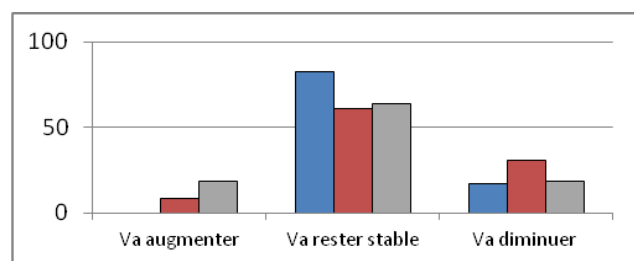


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

INVESTISSEMENTS

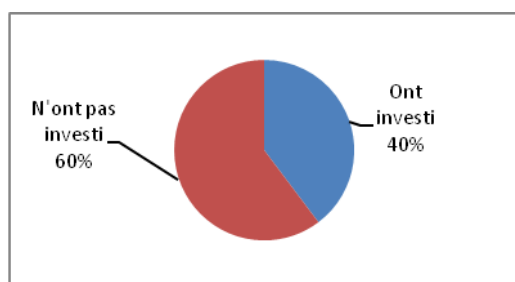
Insuffisance chronique

Malgré une légère hausse, la tendance des investissements réalisés par les chefs d'entreprises du département au cours de 6 derniers mois reste à peu de chose près **semblable à celle enregistrée lors de nos dernières enquêtes**. Cette stabilité, en rien satisfaisante (6 entrepreneurs sur 10 n'ont pas investi), nous permet de souligner la **constance du secteur industriel ces dernières années, étant précisé que l'on semblerait entrevoir également un rebond dans le secteur tertiaire**.

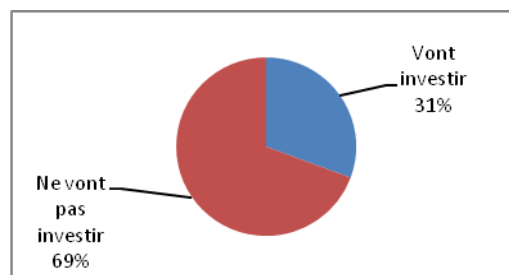
Pour les 6 prochains, aucun changement majeur n'est à noter, les chefs d'entreprises qui prévoient d'investir sont aussi nombreux que l'année dernière, **un nombre certainement encore insuffisant pour réussir à inverser la tendance et à relancer définitivement la croissance**.

Toutes catégories confondues

Tendances

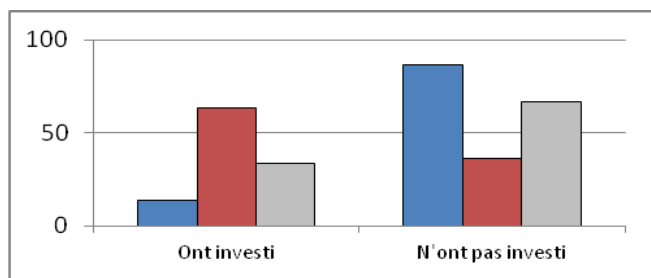


Prévisions

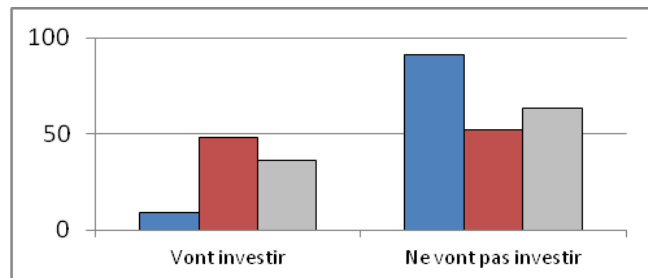


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

TRESORERIE

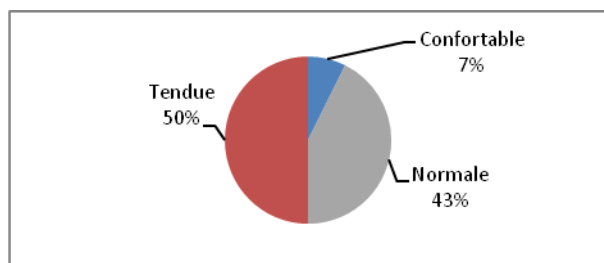
Sur la corde raide

Bien que **la moitié des chefs d'entreprises juge encore leur trésorerie tendue, en particulier dans le commerce**, la tendance paraît être, là encore, à la stabilisation.

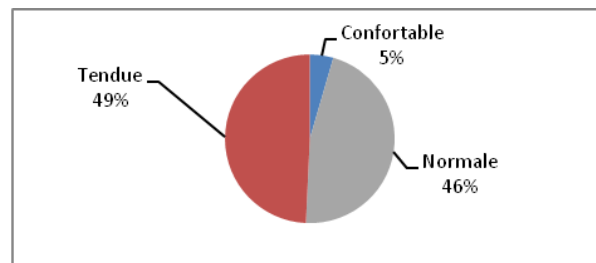
Pour les 6 derniers mois comme pour les 6 à venir, **seule une faible part de privilégiés peut constater ou prévoir une trésorerie confortable**, ce qui atteste **des difficultés persistantes de trésorerie** et ce malgré une proportion de chefs d'entreprises semblant envisager l'avenir avec un peu moins de pessimisme que l'année dernière (49% contre 58%), en particulier dans le secteur tertiaire.

Toutes catégories confondues

Tendances

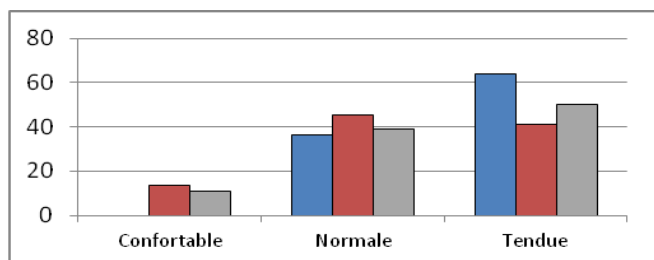


Prévisions

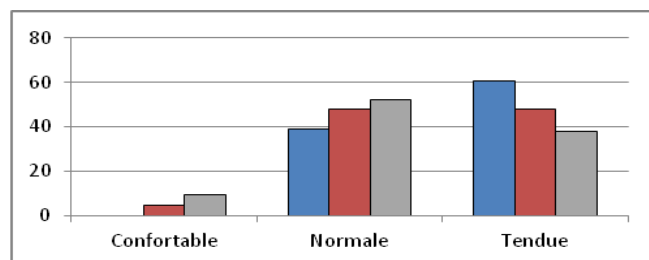


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

RESULTATS D'EXPLOITATION

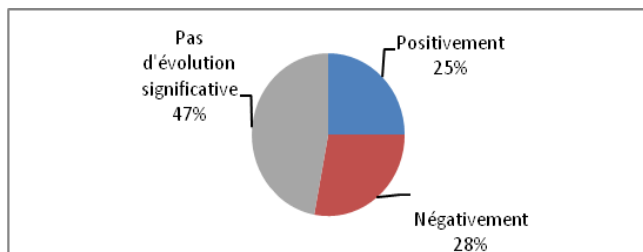
Un peu d'espoir ?

Sur les 6 derniers mois, bien que 75% des chefs d'entreprises interrogés enregistrent encore une stagnation ou une baisse de leurs résultats d'exploitation, il est important d'attirer l'attention sur le fait qu'ils sont **10% de plus que l'année dernière à avoir enregistré des résultats positifs**, un constat qui se retrouve **quel que soit le secteur concerné**.

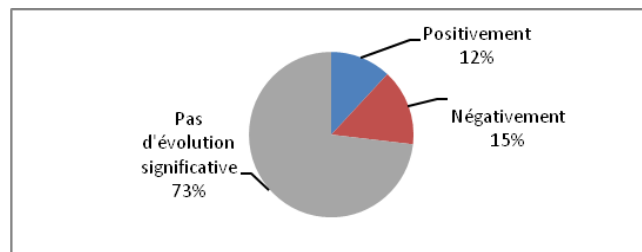
Pour les 6 mois à venir, **les prévisions marquent une tendance à la stabilisation** puisque près des trois quarts des entrepreneurs n'anticipent aucun changement dans leurs résultats, et ne sont plus que **15 % à envisager des résultats négatifs**.

Toutes catégories confondues

Tendances

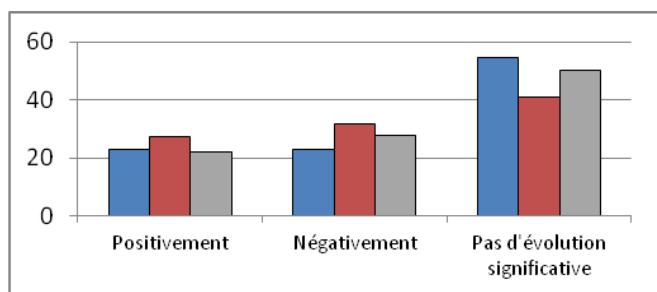


Prévisions

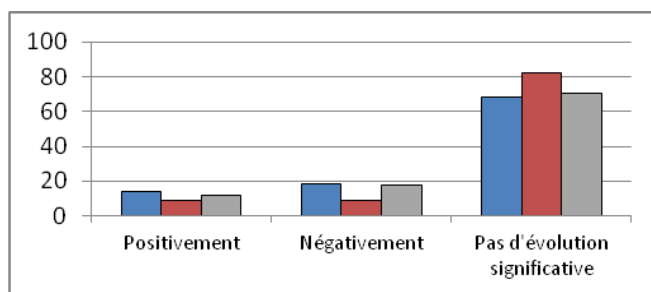


Par catégorie

Tendances



Prévisions



■ COMMERCE ■ INDUSTRIE ■ SERVICES

SITUATION GENERALE

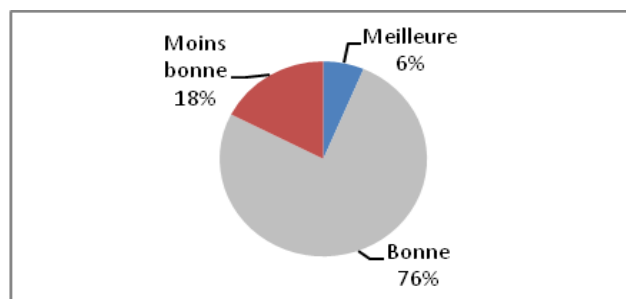
Le trouble persiste

Bien que les chefs d'entreprises soient encore très nombreux (82%) à avoir confiance en leur outil de travail et en leur capacité à affronter la concurrence, ils restent néanmoins **unaniment préoccupés par le contexte aussi bien départemental (95%) que national (96%)**.

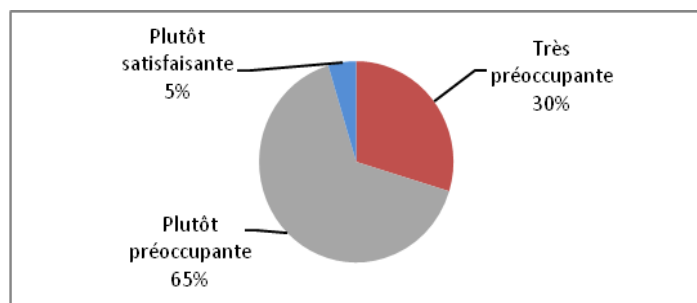
D'une manière générale, **le sentiment d'une situation économique toujours altérée reste massive puisque seuls 4% des chefs d'entreprises se disent plutôt satisfaits de la situation nationale**, les difficultés durables des dernières années rendant toujours obscures les perspectives de croissance.

Toutes catégories confondues

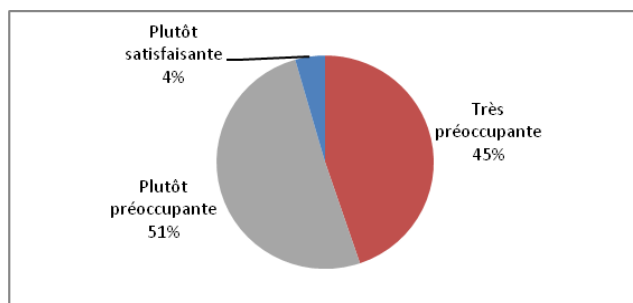
Situation vis-à-vis des concurrents



Situation départementale



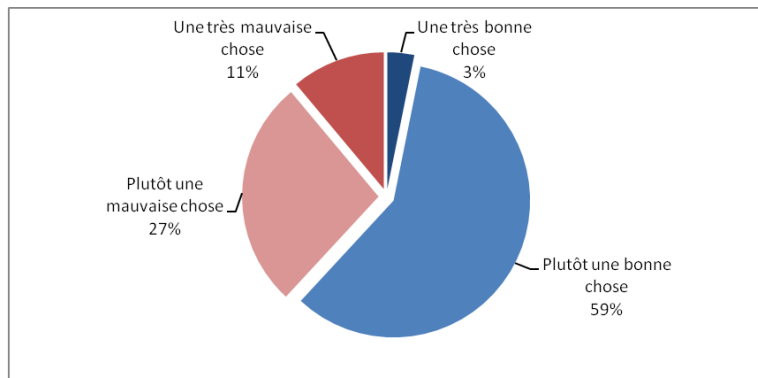
Situation nationale



ACTUALITE

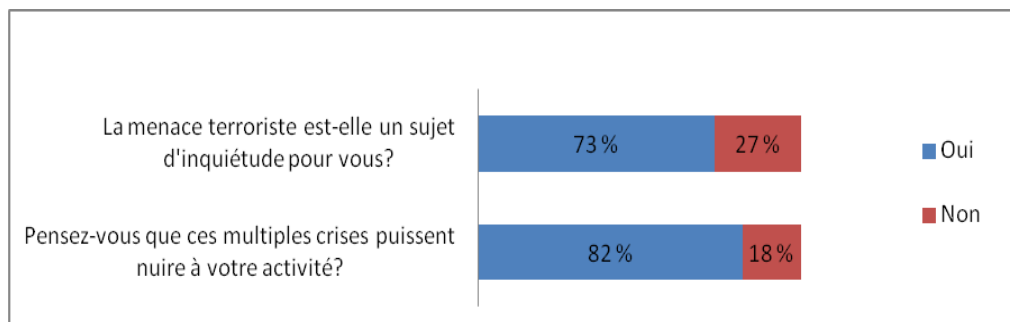
International

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro ont accepté, le 13 juillet 2015, un troisième plan d'aide à la Grèce. Diriez-vous qu'il s'agit ?



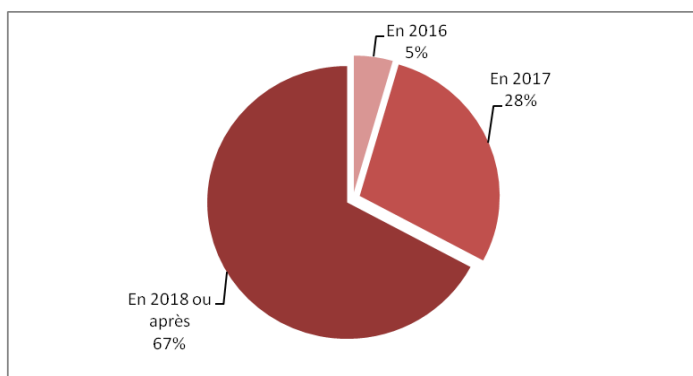
Alors que l'Europe a sauvé la Grèce au prix fort en juillet dernier prévenant ainsi une faillite généralisée des banques grecques et ses conséquences pour toute la zone euro, les chefs d'entreprises bien qu'à 62% en accord avec cette décision, restent toutefois relativement partagés sur la question.

Une écrasante majorité des chefs d'entreprises considère la **menace terroriste comme un véritable sujet d'inquiétude**, et redoute l'effet néfaste provoqué sur leur activité, **en particulier dans les secteurs du commerce et des services**.

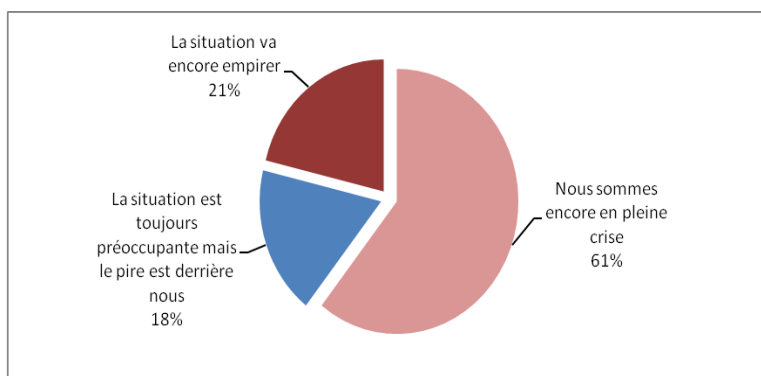


Croissance

Selon vous, à quelle échéance la croissance réussira-t-elle à faire diminuer le chômage ?

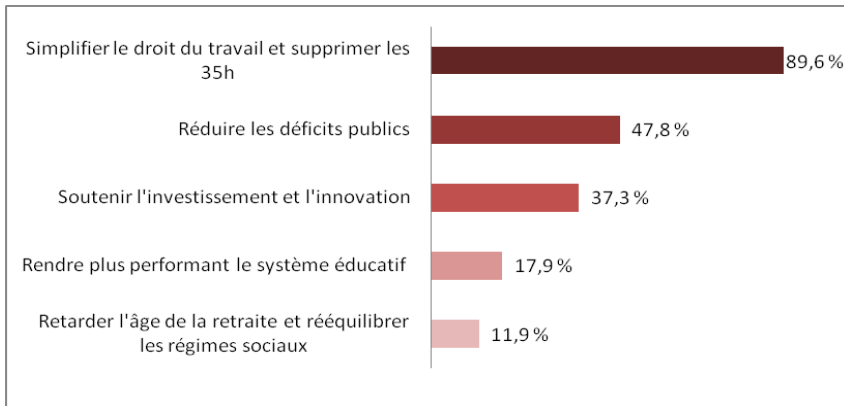


En pensant à la situation économique, vous diriez que :



Les chefs d'entreprises expriment à la fois leur impatience et leur fatalisme quant à une éventuelle baisse du chômage provoquée par un retour à **la croissance qu'ils jugent largement insuffisante pour enrayer la dégradation de l'emploi** des dernières années, et dont, plus des deux tiers estiment qu'elle n'y parviendra pas avant au minimum 2018.

Si vous deviez choisir 2 priorités pour le pays parmi les suivantes, quelles seraient-elles ?



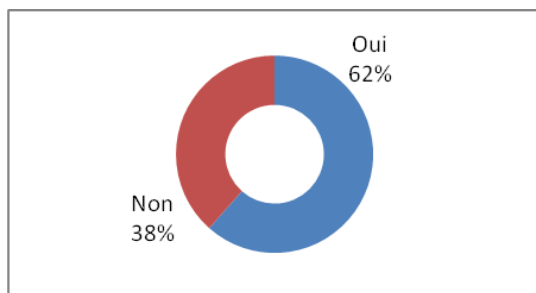
Les chefs d'entreprises **s'accordent quasi unanimement sur la nécessité de simplifier le droit du travail et de supprimer les 35h**, preuve s'il en fallait, que le système actuel représente, pour eux, **un véritable frein à l'embauche et donc à la croissance**.

Sans surprise, non plus, le soutien à **l'investissement et l'innovation** (37.3 %) ainsi que **la réalisation d'économies budgétaires** (47.8 %) se placent au premier rang des mesures souhaitées.

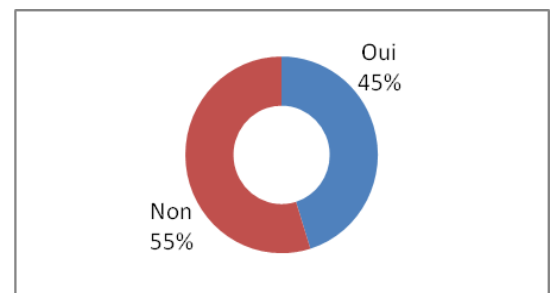
Apprentissage

L'aide « TPE Jeunes Apprentis », mise en place par l'Etat à compter du 1^{er} juin 2015 pour l'embauche d'un apprenti de moins de 148 ans, s'adresse aux entreprises de moins de 11 salariés et permet de bénéficier de 1 100 € par trimestre sur 12 mois.

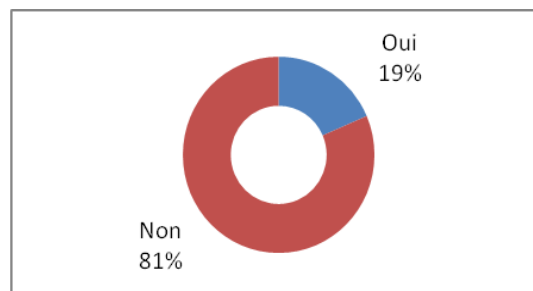
Aviez-vous connaissance de cette mesure ?



Votre entreprise est-elle éligible à une telle mesure ?



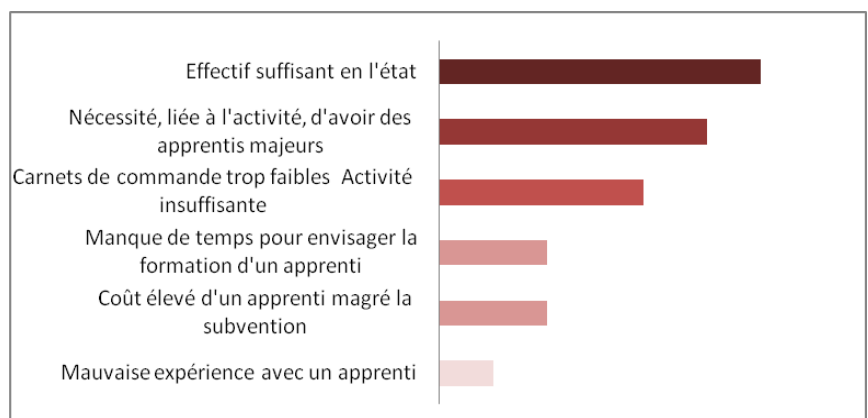
Si oui, en avez-vous sollicité le bénéfice ou pourriez-vous le faire ?



Si les chefs d'entreprises sont **majoritairement informés quant aux conditions d'octroi** de l'aide « TPE Jeunes Apprentis », moins de la moitié sont éligibles (45%) et seulement 19% d'entre eux estiment pouvoir en bénéficier.

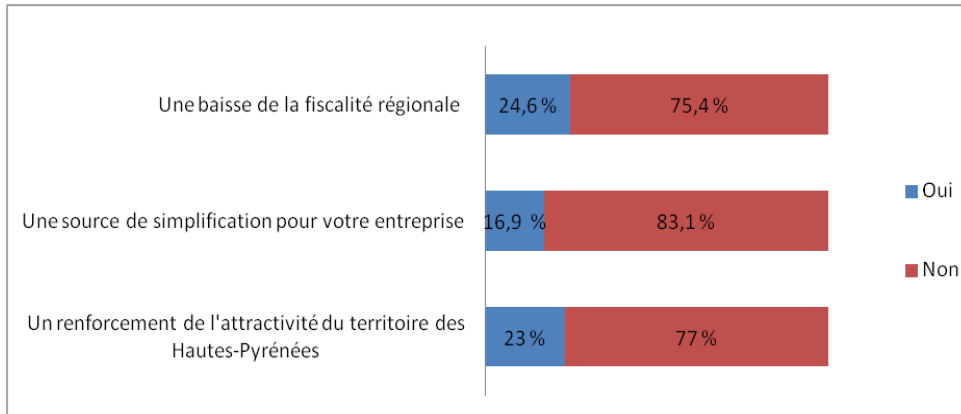
Sinon, pour quelle raison ?

En effet, au-delà de la **perception d'une dégradation durable du contexte économique et d'une activité encore insuffisante pour envisager d'embaucher**, les chefs d'entreprises interrogés pointent également **le manque de temps ou encore, et toujours, le coût** comme des freins au recrutement d'apprentis.



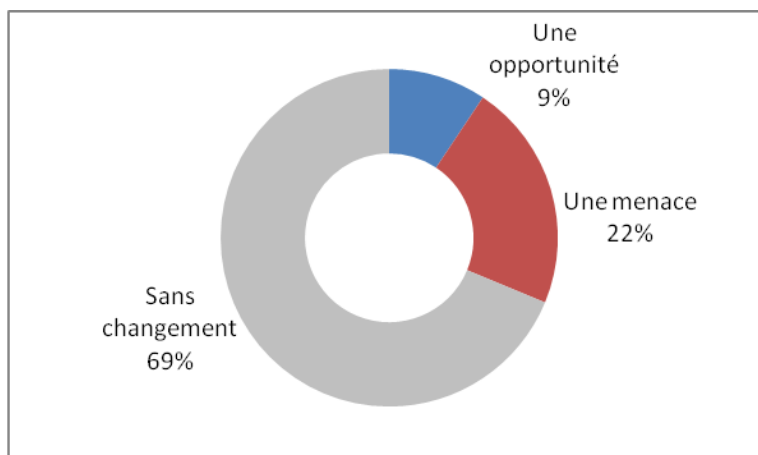
La Réforme Territoriale

Avec la réforme territoriale marquée par le passage de 22 à 13 régions métropolitaines à partir du 1^{er} janvier 2016, vous vous attendez à :



La grande majorité des chefs d'entreprises du département ne voit pas dans la réduction à 13 régions le moyen de **réduire la fiscalité régionale existante, à simplifier le millefeuille administratif ou encore parallèlement à renforcer la compétitivité de nos territoires...**

En renforçant le pouvoir économique des régions, la loi NOTRe représente, selon vous, pour le développement de votre entreprise :

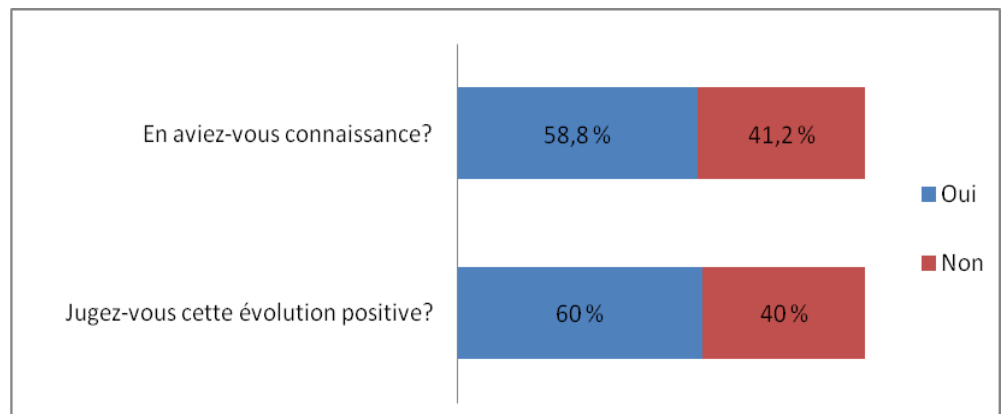


A plus de 90%, les chefs d'entreprises **n'entrevoient pas une opportunité** dans le renforcement économique des régions.

Pire, 22% y voient une menace...

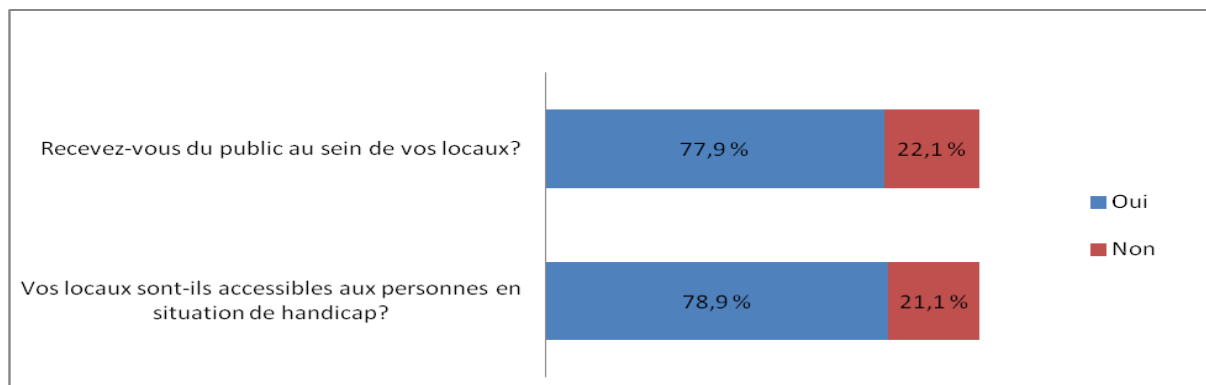
Le projet de réforme des intercommunalités prévoit que la Communauté d'Agglomération soit élargie du Grand Tarbes à Lourdes via Ossun, regroupant ainsi plus de 121 000 habitants au lieu de 77 000 aujourd'hui.

Moins des deux tiers des chefs d'entreprises déclarent être informés **du nouveau périmètre de la future Communauté d'Agglomération** même s'ils se trouvent toutefois, tout autant, à l'estimer positive.

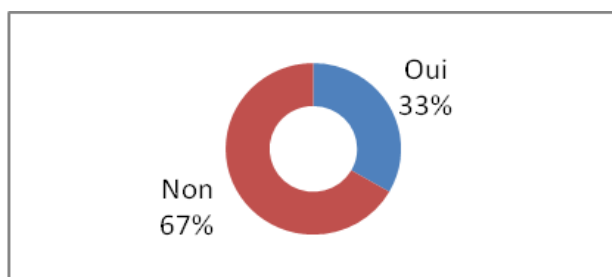


Accessibilité

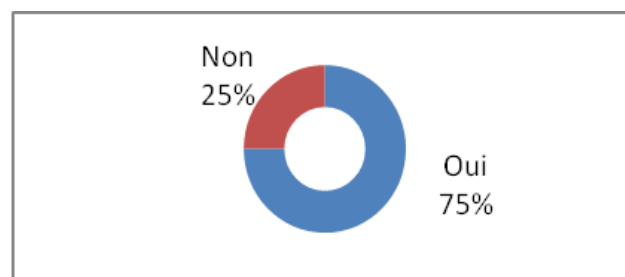
A compter du 1^{er} janvier 2015, les entreprises recevant du public étaient tenues de rendre accessibles leurs locaux aux personnes en situation de handicap.



Si non, avez-vous avant le 27 septembre 2015, déposé un ADAP (Agenda Programmé d'Accessibilité) comprenant les aménagements à réaliser ?



Si non, pensez-vous prendre les mesures nécessaires pour régulariser votre situation ?

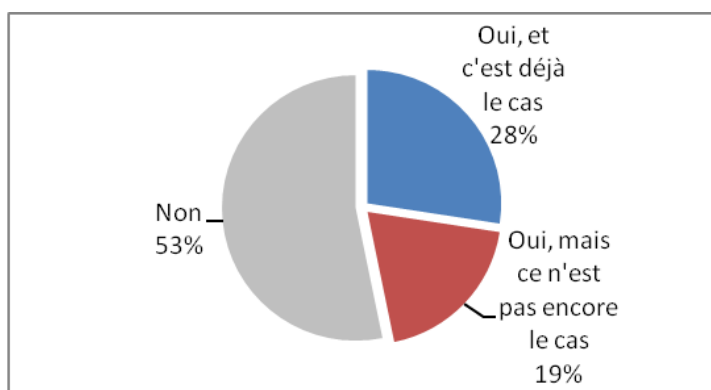


Plus de 80% des entreprises recevant du public déclarent avoir rendu leurs locaux accessibles, les autres, aux trois quarts, envisagent de prendre les mesures nécessaires.

Tendances

L'Uberisation de la société impacte certains métiers traditionnels en supprimant les intermédiaires professionnels. Diriez-vous que votre activité est menacée par cette évolution ?

L'émergence de nouveaux modes de consommation, se traduisant notamment par la suppression des intermédiaires professionnels, est déjà ressentie par plus d'un quart des chefs d'entreprises du département (28%) même si à plus de la moitié (53%) ils se sentent encore épargnés par le phénomène.



Selon vous, compte tenu de la conjoncture et de l'évolution des modes de distribution et de consommation, la poursuite du développement des grandes surfaces a vocation à :

Les chefs d'entreprises ne se comptent plus que 15% à estimer prévisible une accélération du développement de la **grande distribution** traduisant ainsi la perception selon laquelle ce modèle, au regard notamment des attentes des consommateurs, **devra être remis en cause**.

